

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

## CONFERENCE

POUR LA

FOR THE

# RÉDUCTION ET LIMITATION DES ARMEMENTS REDUCTION AND LIMITATION OF ARMAMENTS

SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE  
SPECIAL SESSION OF THE ASSEMBLY

# JOURNAL

GENÈVE 1932

GENEVA 1932

Nº 35. — SAMEDI 12 MARS 1932.

No. 35. — SATURDAY, MARCH 12TH, 1932.

### COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL.

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 710, Bâtiment des Commissions.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de la Conférence ou de l'Assemblée et de leurs Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source de documentation. Au surplus, si l'on veut qu'il paraisse très exactement, il ne saurait donner autre chose qu'un résumé sommaire des discussions.*

### SOMMAIRE.

#### Conférence pour la Réduction et Limitation des Armements.

	Pages
I. Programme des séances . . . . .	266
II. Commission terrestre: Comité d'experts . . . . .	266
III. Addition à la liste des délégués de la Conférence . . . . .	266
IV. Additions à la liste des membres des commissions . . . . .	266

#### Session extraordinaire de l'Assemblée.

I. Commission générale: Sixième séance . . . . .	267
II. Commission générale: Septième séance . . . . .	270
III. Quatrième séance plénière . . . . .	271
IV. Signatures et ratifications d'accords internationaux . . . . .	272
V. Liste des documents distribués à l'Assemblée . . . . .	273

### COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE JOURNAL.

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 710, Committee Building.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Conference or the Assembly and their Committees, and it should not therefore be used for purposes of reference. Moreover, if it is to appear promptly, it cannot give more than a brief summary of the discussions.*

### CONTENTS.

#### Conference for the Reduction and Limitation of Armaments.

	Page
I. Programme of Meetings . . . . .	266
II. Land Commission: Committee of Experts . . . . .	266
III. Addition to the List of Delegates to the Conference . . . . .	266
IV. Additions to the List of Members of Commissions . . . . .	266

#### Special Session of the Assembly.

I. General Commission: Sixth Meeting . . . . .	267
II. General Commission: Seventh Meeting . . . . .	270
III. Fourth Plenary Meeting . . . . .	271
IV. Signatures and Ratifications of International Agreements . . . . .	272
V. List of Documents distributed to the Assembly . . . . .	274



**Conférence pour la Réduction et Limitation des Armements.**  
**Conference for the Reduction and Limitation of Armaments.**

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Ni la Conférence ni ses commissions ne se réuniront aujourd'hui samedi 12 mars.

II. COMMISSION TERRESTRE: COMITÉ D'EXPERTS.

Le Comité d'experts nommé par la Commission terrestre a poursuivi ses travaux hier vendredi 11 mars, sous la présidence de M. VAN LANSCHOT (Pays-Bas).

Les divers experts ont donné des explications sur ce que leurs pays respectifs entendent par les expressions: effectif légal, effectif réel, effectif budgétaire.

Le Comité se réunira lundi 14 mars, à 10 h. 30, pour entendre d'autres délégations sur les mêmes questions.

III. ADDITION A LA LISTE DES DÉLÉGUÉS  
DE LA CONFÉRENCE.

*Délégation espagnole:* Don Manuel Martinez PEDROSO, Conseiller juridique de la délégation espagnole, a été nommé délégué suppléant.

IV. ADDITIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS.  
IV. ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMISSIONS.

COMMISSION AÉRIENNE — AIR COMMISSION.

*Uruguay:* Doctoresse P. LUISI. — Suppléant: M. P. COSIO.

*Costa-Rica:* M. V. FIGUEREDO-LORA.

*Cuba:* Capitaine E. A. PRIETO au lieu de S.E. M. de Agüero y Bethancourt.

*Afghanistan:* Capitaine Mohamed ALI Khan, suppléant.

*Bolivie:* M. COSTA DU RELS, au lieu du colonel Serrano. — Suppléant: M. OSTRIA-GUTIERREZ.

COMMISSION TERRESTRE — LAND COMMISSION.

*Costa-Rica:* M. V. FIGUEREDO-LORA.

*Cuba:* Capitaine E. A. PRIETO, au lieu de S.E. M. de Blanck.

*Afghanistan:* Capitaine Mohamed ALI Khan, suppléant.

*Bolivie:* Colonel SERRANO. — Suppléant: M. OSTRIA-GUTIERREZ.

COMMISSION NAVALE — NAVAL COMMISSION.

*Costa-Rica:* M. V. FIGUEREDO-LORA.

*Cuba:* Capitaine E. A. PRIETO au lieu de S.E. M. de Agüero y Bethancourt.

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

There will be no meetings to-day, Saturday, March 12th, either of the Conference or of its Commissions

II. LAND COMMISSION: COMMITTEE OF EXPERTS.

The Committee of Experts appointed by the Land Commission continued its work yesterday, March 11th, under the Chairmanship of M. VAN LANSCHOT (Netherlands).

Various experts gave explanations regarding what their respective countries meant by the expressions "legal effectives, real effectives, budgetary effectives".

The Committee will meet on Monday, March 14th, at 10.30 a.m. to hear the views of other delegations on the same questions.

III. ADDITION TO THE LIST OF DELEGATES  
TO THE CONFERENCE.

*Spanish delegation:* Don Manuel Martinez PEDROSO, Legal Adviser of the Spanish delegation to the Conference, has been appointed substitute delegate to the Disarmament Conference.

COMMISSION POLITIQUE — POLITICAL COMMISSION.

*Costa-Rica:* M. V. FIGUEREDO-LORA.

*Roumanie:* Professeur V. V. PELLA, suppléant.

*Bolivie:* M. COSTA DU RELS. — Suppléant: M. OSTRIA-GUTIERREZ.

COMMISSION DES DÉPENSES — COMMISSION ON NATIONAL  
DEFENCE EXPENDITURE.

*Costa-Rica:* M. V. FIGUEREDO-LORA.

*Afghanistan:* Capitaine Mohamed ALI Khan.

*Bolivie:* M. COSTA DU RELS. — Suppléant: M. OSTRIA-GUTIERREZ.

COMMISSION GÉNÉRALE — GENERAL COMMISSION.

*Costa-Rica:* M. V. FIGUEREDO-LORA.

*Afghanistan:* M. M. HAÏDER Khan, secrétaire.

LISTE DES DÉLÉGUÉS — LIST OF DELEGATES.

*Brésil:* Consul M. Orlando LEITE RIBEIRO, expert, au lieu du conseiller M. Luiz Avelino Gurgel do Amaral et du Secrétaire d'ambassade M. Lorge Latour.



Session extraordinaire de l'Assemblée.  
Special Session of the Assembly.

I. COMMISSION GÉNÉRALE: SIXIÈME SÉANCE.

La Commission générale a tenu sa sixième séance hier vendredi 11 mars, à 10 h. 30, sous la présidence de M. Paul HYMANS (Belgique).

DÉCÈS DE M. BRIAND: TÉLÉGRAMME DE M. ANDRÉ TARDIEU.

Le PRÉSIDENT donne lecture du télégramme suivant, qu'il a reçu la veille de M. André Tardieu, président du Conseil des ministres de France:

« Profondément touché des condoléances que vous avez bien voulu m'exprimer au nom de l'Assemblée de la Société des Nations pour la mort de l'illustre homme d'Etat qui met en deuil si cruellement le Gouvernement de la République et dont le nom symbolisait l'idéal pacifique de la France et sa foi dans la mission civilisatrice de la Société des Nations, je vous prie d'agréer et d'exprimer à l'Assemblée les remerciements émus du Gouvernement français pour les sentiments dont vous avez bien voulu vous faire l'interprète. »

APPEL DU GOUVERNEMENT CHINOIS: PROJET DE RÉOLUTION PRÉSENTÉ PAR LE COMITÉ DE RÉDACTION.

Le PRÉSIDENT dit que le Bureau s'est réuni en présence des auteurs des diverses propositions, qui émanaient des délégations suivantes: Grande-Bretagne, Colombie, Espagne, Estonie, Finlande, Grèce, Norvège, Salvador, Suède, Suisse et Tchécoslovaquie.

Il donne lecture du texte suivant, qui est soumis à la Commission générale par le Bureau:

« I.

« L'Assemblée,

« Considérant que les dispositions du Pacte sont entièrement applicables au présent différend, et qu'il en est spécialement ainsi:

« 1<sup>o</sup> Du principe du respect scrupuleux des traités;

« 2<sup>o</sup> De l'engagement assumé par les Membres de la Société des Nations de respecter et de maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les Membres de la Société;

« 3<sup>o</sup> De leur obligation de soumettre tout différend s'élevant entre eux aux procédures du règlement pacifique;

« Faisant siens les principes formulés par le Président en exercice du Conseil, M. Briand, dans sa déclaration du 10 décembre 1931;

« Rappelant que douze Membres du Conseil invoquèrent ces principes à nouveau dans leur appel au Gouvernement japonais le 16 février 1932, en déclarant: « qu'aucun empiètement sur l'intégrité territoriale et aucune atteinte à l'indépendance politique d'un Membre de la Société des Nations commis au mépris de l'article 10 ne sauraient être reconnus comme valides et effectifs par les Membres de la Société »;

« Considérant que les principes régissant les relations internationales et le règlement pacifique des différends entre Membres de la Société rappelés ci-dessus sont en piliers

I. GENERAL COMMISSION: SIXTH MEETING.

The General Commission held its sixth meeting yesterday, Friday, March 11th, at 10.30 a.m. under the Chairmanship of M. Paul HYMANS (Belgium).

DEATH OF M. BRIAND: TELEGRAM FROM M. TARDIEU.

The PRESIDENT read the following telegram which he had received on the previous day from M. Tardieu, Prime Minister of France:

“ Greatly touched by the sympathy which you have expressed to me on behalf of the Assembly of the League of Nations upon the death of the distinguished statesman who is so deeply regretted by the Government of the Republic and whose name stands for the pacific ideal of France and her faith in the civilising mission of the League of Nations, I ask you to express to the Assembly the thanks of the French Government for the message which you sent to me in its name.”

APPEAL OF THE CHINESE GOVERNMENT: DRAFT RESOLUTION SUBMITTED BY THE DRAFTING COMMITTEE.

The PRESIDENT said that the Bureau of the Commission had met and worked in collaboration with the authors of various proposals from the following delegations: Great Britain, Colombia, Spain, Estonia, Finland, Greece, Norway, Salvador, Sweden, Switzerland and Czechoslovakia.

He then read the text of the following resolution, submitted by the Bureau to the General Commission:

“ I.

“ The Assembly,

“ Considering that the provisions of the Covenant are entirely applicable to the present dispute, more particularly as regards:

“ ‘ (1) The principle of a scrupulous respect for treaties;

“ ‘ (2) The undertaking entered into by Members of the League of Nations to respect and preserve as against external aggression the territorial integrity and existing political independence of all the Members of the League;

“ ‘ (3) Their obligation to submit any dispute which may arise between them to procedures for peaceful settlement;’

“ Adopting the principles laid down by the President in Office of the Council, M. Briand, in his declaration of December 10th, 1931;

“ Recalling the fact that twelve Members of the Council again invoked those principles in their appeal to the Japanese Government on February 16th, 1932, when they declared ‘ that no infringement of the territorial integrity and no change in the political independence of any Member of the League brought about in disregard of Article 10 of the Covenant ought to be recognised as valid and effectual by Members of the League of Nations ’;

“ Considering that the principles governing international relations and the peaceful settlement of disputes between Members of the League above referred to are in full



harmonie avec le Pacte de Paris qui forme l'un des piliers de l'organisation de la paix du monde et dont l'article 2 stipule que « les Hautes Parties contractantes reconnaissent que le règlement ou la solution de tous les différends ou conflits de quelque nature ou de quelque origine qu'ils puissent être qui pourront surgir entre elles, ne devra jamais être recherché que par des moyens pacifiques »;

« En attendant les décisions qu'elle pourra finalement prendre pour le règlement du différend dont elle est saisie;

« Proclame le caractère obligatoire des principes et des dispositions susmentionnées et déclare que les Membres de la Société des Nations sont tenus de ne reconnaître aucune situation, aucun traité et aucun accord qui pourraient être obtenus par des moyens contraires au Pacte de la Société des Nations.

« II.

« L'Assemblée,

« Affirmant qu'il est contraire à l'esprit du Pacte que le règlement du différend sino-japonais puisse être recherché sous l'empire d'une pression militaire de la part de l'une des parties;

« Rappelle les résolutions adoptées par le Conseil les 30 septembre et 10 décembre 1931 avec le concours des parties;

« Rappelle également sa propre résolution du 4 mars 1932 adoptée avec le concours des parties, en vue de la cessation définitive des hostilités et du retrait des forces japonaises, et prend acte que les Puissances membres de la Société des Nations ayant des intérêts spéciaux dans les concessions de Chang-Hai sont prêtes à offrir tout leur concours à ces fins et prie ces Puissances de fournir, le cas échéant, leur collaboration pour le maintien de l'ordre dans la zone évacuée.

« III.

« L'Assemblée,

« Vu la demande formulée le 29 janvier par le Gouvernement chinois, tendant à appliquer au différend la procédure prévue par l'article 15 du Pacte de la Société des Nations;

« Vu la demande formulée le 12 février par le Gouvernement chinois, tendant à saisir l'Assemblée du différend en conformité de l'article 15, alinéa 9 du Pacte, et la décision du Conseil du 19 février;

« Considérant qu'elle se trouve saisie de l'ensemble du différend faisant l'objet de la requête du Gouvernement chinois et quelle a l'obligation d'appliquer la procédure de conciliation prévue par l'alinéa 3 de l'article 15 du Pacte et, le cas échéant, la procédure de recommandation prévue par l'alinéa 4 du même article;

« Décide la constitution d'un Comité de dix-neuf Membres, à savoir le Président de l'Assemblée qui assumera la présidence du Comité, les Membres du Conseil autres que les parties au différend, les représentants de six autres Membres à élire au scrutin secret.

« Ce comité, exerçant ses fonctions au nom et sous le contrôle de l'Assemblée, sera chargé:

« 1<sup>o</sup> De faire, le plus tôt possible, rapport sur la cessation des hostilités et la conclusion d'arrangements destinés à rendre définitive ladite cessation, ainsi qu'à régler le retrait des forces japonaises, conformément à la résolution de l'Assemblée du 4 mars 1932;

« 2<sup>o</sup> De suivre l'exécution des résolutions adoptées par le Conseil le 30 septembre et le 10 décembre 1931;

« 3<sup>o</sup> De préparer les projets d'accord à soumettre à l'Assemblée en vue de faciliter, conformément à l'article 15, alinéa 3, du Pacte, le règlement du différend;

« 4<sup>o</sup> De proposer, au besoin, à l'Assemblée de saisir la Cour permanente de Justice internationale d'une demande d'avis consultatif;

harmony with the Pact of Paris, which is one of the cornerstones of the peace organisation of the world and under Article 2 of which ' the High Contracting Parties agree that the settlement or solution of all disputes or conflicts, of whatever nature and whatever origin they may be, which may arise among them shall never be sought except by pacific means ';

« Pending the decisions which it may ultimately take for the settlement of the dispute which has been referred to it;

« Proclaims the binding nature of the principles and provisions referred to above and declares that it is incumbent upon the Members of the League of Nations not to recognise any situation, treaty or agreement which may be brought about by means contrary to the Covenant of the League of Nations.

« II.

« The Assembly,

« Affirming that it is contrary to the spirit of the Covenant that the settlement of the Sino-Japanese dispute should be sought under the stress of military pressure on the part of either Party;

« Recalls the resolutions adopted by the Council on September 30th and on December 10th, 1931, in agreement with the Parties;

« Recalls also its own resolution of March 4th, 1932, adopted in agreement with the Parties with a view to the definitive cessation of hostilities and the withdrawal of the Japanese forces and notes that the Powers Members of the League of Nations having special interests in the Shanghai Settlements are prepared to give every assistance to this end, and requests those Powers, if necessary, to co-operate in maintaining order in the evacuated zone.

« III.

« The Assembly,

« In view of the request formulated on January 29th by the Chinese Government invoking the application to the dispute of the procedure provided for in Article 15 of the Covenant of the League of Nations;

« In view of the request formulated on February 12th by the Chinese Government that the dispute should be referred to the Assembly in conformity with Article 15, paragraph 9, of the Covenant and in view of the Council's decision of February 19th;

« Considering that the whole of the dispute which forms the subject of the Chinese Government's request is referred to it and that it is under an obligation to apply the procedure of conciliation provided for in paragraph 3 of Article 15 of the Covenant and, if necessary, the procedure in regard to recommendations provided for in paragraph 4 of that same Article;

« Decides to set up a Committee of nineteen Members—namely, the President of the Assembly, who will act as Chairman of the Committee, the Members of the Council other than the parties to the dispute and the representatives of six other Members to be elected by secret ballot.

« This Committee, exercising its function on behalf of and under the supervision of the Assembly, shall be instructed:

« 1. To report as soon as possible on the cessation of hostilities and the conclusion of arrangements which shall render definitive the said cessation and regulate the withdrawal of the Japanese forces in conformity with the Assembly resolution of March 4th, 1932;

« 2. To follow the execution of the resolutions adopted by the Council on September 30th and December 10th, 1931;

« 3. To prepare the drafts of an agreement to be submitted to the Assembly, for the purpose of facilitating in accordance with Article 15, paragraph 3, of the Covenant, the settlement of the dispute;

« 4. To propose, if necessary, that the Assembly submit to the Permanent Court of International Justice a request for an advisory opinion;



« 5° De préparer éventuellement le projet du rapport prévu par l'article 15, alinéa 4, du Pacte;

« 6° De proposer toute mesure urgente qui paraîtrait nécessaire;

« 7° De présenter un premier rapport à l'Assemblée le plus tôt possible, et au plus tard le 1<sup>er</sup> mai 1932.

« L'Assemblée prie le Conseil de communiquer au Comité, avec ses observations éventuelles, la documentation qu'il jugera devoir transmettre à l'Assemblée.

« L'Assemblée reste en session, son Président pouvant la réunir dès qu'il le jugera nécessaire. »

D'accord avec la Commission générale, le PRÉSIDENT met en discussion séparément chacun des trois chapitres du projet de résolution.

#### CHAPITRE I.

Sir John SIMON (Empire britannique) propose de faire allusion, dans le dernier alinéa, au Pacte de Paris.

Après un échange de vues auquel prennent part le PRÉSIDENT, M. POLITIS (Grèce), sir John SIMON (Empire britannique) et M. RESTREPO (Colombie), le dernier alinéa est complété de la manière suivante: «...des moyens contraires au Pacte de la Société des Nations ou au Pacte de Paris ».

M. YEN (Chine) demande si, au dernier alinéa, les mots du texte français: « les Membres de la Société des Nations sont tenus... » ne devraient pas être traduits dans le texte anglais par: «... are bound ... ».

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL répond que les expressions qui ont été employées ont fait l'objet d'un examen très attentif et qu'elles constituent la meilleure traduction l'une de l'autre.

A la suite d'une suggestion de sir John SIMON (Empire britannique) les mots: « en attendant les décisions », à l'avant-dernier alinéa, sont remplacés par: « en attendant les mesures ».

#### CHAPITRE II.

Pas d'observations.

#### CHAPITRE III.

M. BENEŠ (Tchécoslovaquie) propose de remplacer le paragraphe 3° par le texte suivant: « (le comité envisagé sera chargé) de s'efforcer de préparer le règlement du conflit, d'accord avec les parties, conformément à l'article 15, alinéa 3, du Pacte et de présenter un exposé à l'Assemblée ».

Cet amendement, soutenu par M. MOTTA (Suisse), est *adopté*.

M. YEN (Chine) se demande si l'expression anglaise: « to follow » rend bien l'idée du mot « suivre » du texte français.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL répond qu'il ne saurait y avoir une autre traduction.

A la suite d'une suggestion de sir John SIMON (Empire britannique), le Président propose de compléter ainsi le paragraphe 7°: « de présenter un premier rapport sur la situation à l'Assemblée... ».

Après un échange de vues entre M. BEELAERTS VAN BLOKLAND (Pays-Bas), le PRÉSIDENT et M. MOTTA (Suisse), la proposition du Président est *adoptée*.

Le PRÉSIDENT, tout en constatant que l'accord semble à peu près général sur l'ensemble du projet de résolution, demande s'il y a des délégués qui désireraient présenter des observations sur le fond du problème ou sur le caractère général du projet de résolution.

Aucune observation n'étant présentée, le comte APPONYI (Hongrie) propose que la Commission générale exprime sa reconnaissance au Comité de rédaction pour le travail qu'il a accompli.

La motion du délégué de la Hongrie est *approuvée*.

“ 5. To prepare, if need be, the draft report provided for in Article 15, paragraph 4, of the Covenant;

“ 6. To propose any urgent measure which may appear necessary;

“ 7. To submit a first report to the Assembly as soon as possible and at latest on May 1st, 1932.

“ The Assembly requests the Council to communicate to the Committee, together with any observations it may have to make, any documentation that it may think fit to transmit to the Assembly.

“ The Assembly shall remain in session and its President may convene it as soon as he may deem this necessary.”

The PRESIDENT, with the assent of the General Commission, submitted the three headings of the draft resolution for discussion separately.

#### FIRST HEADING.

Sir John SIMON (British Empire) proposed that in the last paragraph there should be an allusion to the Pact of Paris.

Following an exchange of views between the PRESIDENT, M. POLITIS (Greece), Sir John SIMON (British Empire) and M. RESTREPO (Colombia), the last paragraph was completed as follows: “ contrary to the Covenant of the League of Nations or to the Pact of Paris. ”

M. YEN (China) asked whether in the last paragraph the words of the French text “ les Membres de la Société des Nations sont tenus ” should not be translated in the English text by the words “ the Members of the League of Nations are bound . . . ”

The SECRETARY-GENERAL replied that the expressions used had been very carefully examined and were submitted as the best translation of the French text.

Following the suggestion of Sir John SIMON (British Empire) the words “ pending the decisions in the penultimate paragraph were replaced by the words “ pending the steps ”.

#### SECOND HEADING.

No observations.

#### THIRD HEADING.

M. BENEŠ (Czechoslovakia) proposed to replace paragraph 3 by the following text: “ to endeavour to effect a settlement of the dispute in agreement with the parties in conformity with Article 15, paragraph 3 of the Covenant and submit a statement to the Assembly. ”

The amendment, supported by M. MOTTA (Switzerland), was *adopted*.

M. YEN (China) asked whether the English expression “ follow ” really conveyed the idea of the French word “ suivre ”

The SECRETARY-GENERAL replied that he did not think there could be any other translation.

Following a suggestion of Sir John SIMON (British Empire), the PRESIDENT proposed to complete paragraph 7 as follows: “ to submit a first progress report to the Assembly . . . ”

After an exchange of views between M. BEELAERTS VAN BLOKLAND (Netherlands), the PRESIDENT and M. MOTTA (Switzerland), the proposal of the President was *adopted*.

The PRESIDENT noted that there appeared to be general agreement upon the draft resolution as a whole and asked whether any delegates wished to submit observations on the substance of the problem or on the general character of the draft resolution.

No observations being submitted, Count APPONYI (Hungary) proposed that the General Commission should express its gratitude to the Drafting Committee for its work.

The motion of the delegate of Hungary was *approved*.



Le PRÉSIDENT informe la Commission que le délégué du Japon n'est pas en mesure, en ce moment, de dire le sentiment de son gouvernement. Le Président propose donc à la Commission de se réunir l'après-midi et il demande au représentant de la Chine de faire tout le possible pour pouvoir, lui aussi, faire connaître l'après-midi le sentiment de son gouvernement. Il serait dans l'intérêt de tous, dans l'intérêt de la Société et dans l'intérêt de la solution du conflit, de pouvoir finir le jour même.

La proposition du Président est *adoptée*.

## II. COMMISSION GÉNÉRALE: SEPTIÈME SÉANCE.

La Commission générale a tenu sa septième séance hier vendredi 11 mars, à 17 heures, sous la présidence de M. Paul HYMANS (Belgique).

### SITUATION EN EXTRÊME-ORIENT: COMMUNICATION DE M. SATO.

M. SATO (Japon) informe la Commission générale que le ministre du Japon a remis à sir Miles Lampson, ministre de Grande-Bretagne, une note lui faisant savoir que les autorités japonaises étaient prêtes à entrer en négociations avec les autorités chinoises, conformément à la résolution du 4 mars. Cette note ajoutait que, une certaine inquiétude existant au sujet de la situation des premières lignes, il était urgent d'arriver au plus tôt à un accord définitif pour la cessation complète des hostilités, puis de discuter et de déterminer les arrangements pour le retrait des forces japonaises. Sir Miles Lampson a remis cette note aux autorités chinoises et a fait savoir que celles-ci lui avaient également signifié leur intention d'entrer en négociations. Le Gouvernement japonais espérait qu'une première réunion pourrait avoir lieu le matin même au Consulat général de Grande-Bretagne, mais cette réunion a dû être remise par suite d'un retard dans la réception des instructions détaillées.

Les forces japonaises se retireront de leurs positions actuelles pour regagner d'abord les environs de Chang-Hai et de Woosung, lorsque la cessation des hostilités sera définitivement assurée, selon le premier alinéa de la résolution, et que, selon le paragraphe 2, des mesures appropriées auront été décidées pour prévenir une avance ou des mesures offensives des forces chinoises et assurer la surveillance de la zone évacuée par les forces japonaises, celles-ci se réembarqueront au fur et à mesure que la tranquillité sera rétablie. Les autorités japonaises sur place ont déjà reçu des instructions générales à cet effet.

### PROJET DE RÉSOLUTION PRÉSENTÉ PAR LE COMITÉ DE RÉDACTION.

M. SATO (Japon) désire exposer brièvement l'attitude de son gouvernement et les raisons du vote de la délégation japonaise.

Le Gouvernement japonais est entièrement d'accord sur les principes fondamentaux énoncés dans la résolution. Le Japon est convaincu d'avoir fidèlement observé les dispositions du Pacte de la Société et du Pacte de Paris et est fermement décidé, comme il l'a déclaré à maintes reprises, à toujours agir selon leurs principes. Il regrette particulièrement qu'on ait pu prétendre qu'il ait cherché à porter atteinte à l'indépendance politique présente ou à l'intégrité territoriale d'un autre pays, ou tenté d'exercer une pression militaire dans la poursuite d'un but quelconque. Il ne poursuit en Chine aucune visée territoriale et n'a dû prendre dans ce pays des mesures militaires qu'en présence de la nécessité impérieuse de défendre contre un péril grave et imminent la vie et les biens de ses ressortissants. Son plus sincère désir est d'arriver rapidement à un règlement amical de la situation actuelle.

En ce qui concerne le projet de résolution, le Gouvernement japonais y voit avec satisfaction figurer en premier lieu le

The PRESIDENT informed the Commission that the delegate of Japan was not able at that moment to convey the views of his Government. He accordingly proposed that the Commission should meet in the afternoon and asked the representative of China to do his utmost to be also in a position to state the views of his Government at the proposed meeting. It was to the interests of all, and in the interests of the League and of the settlement of the dispute, that the first stage of the proceedings should be concluded on that day.

The proposal of the President was *adopted*.

## II. GENERAL COMMISSION: SEVENTH MEETING.

The General Commission held its seventh meeting yesterday, Friday, March 11th, at 5 p.m. under the Chairmanship of M. Paul HYMANS (Belgium).

### SITUATION IN THE FAR EAST: COMMUNICATION FROM M. SATO.

M. SATO (Japan) informed the General Commission that the Japanese Minister had forwarded to Sir Miles Lampson, Minister of Great Britain, a note informing him that the Japanese authorities were ready to enter into negotiations with the Chinese authorities under the resolution of March 4th. It was added in that note that a certain anxiety prevailed in regard to the situation in the front lines and that it was accordingly urgent that a final agreement should be reached as soon as possible for the complete cessation of hostilities and that arrangements should subsequently be discussed and determined for the withdrawal of the Japanese forces. Sir Miles Lampson had forwarded that note to the Chinese authorities and had intimated that the latter had also signified their intention of entering upon negotiations. The Japanese Government had hoped that a first meeting would be taking place that morning at the Consulate-General of Great Britain. The meeting, however, had been postponed owing to a delay in the receipt of detailed instructions.

The Japanese forces would withdraw from their present positions, and return in the first instance to the neighbourhood of Shanghai and Woosung, when the cessation of hostilities had been definitely assured in accordance with the first paragraph of the resolution and when, in accordance with paragraph 2, appropriate steps had been taken in order to guard against offensive measures on the part of the Chinese forces and to ensure a supervision of the zone evacuated by the Japanese forces. The Japanese forces would be re-embarqued in proportion as tranquillity was restored. The Japanese authorities on the spot had already received general instructions to that effect.

### DRAFT RESOLUTION SUBMITTED BY THE DRAFTING COMMITTEE.

M. SATO (Japan) briefly explained the attitude of his Government and the reasons which would determine the vote of the Japanese delegation.

The Japanese Government was entirely in agreement on the fundamental principles embodied in the resolution. Japan was convinced that she had faithfully observed the provisions of the Covenant of the League and the Pact of Paris and—as he had pointed out on many occasions—was firmly decided always to act according to their principles. Japan especially regretted that it had been possible to allege that she had endeavoured to prejudice the existing political independence or territorial integrity of another country or endeavoured to exercise military pressure in the pursuit of any object whatsoever. Japan had no territorial designs in China and had only been obliged to take military measures in that country owing to the imperious necessity of defending the lives and property of her nationals against a serious and imminent danger. Her sincerest desire was promptly to achieve a friendly issue from the present situation.

The Japanese Government was glad to note that in the draft resolution prominence was given to the principle of a scrupulous



principe du respect scrupuleux des traités, auquel il attache la plus haute importance. Un des principaux facteurs de la situation actuelle en Extrême-Orient est constitué par les atteintes systématiques aux droits et intérêts légitimes garantis par les traités et la politique de dénonciation unilatérale des traités suivie par la Chine. Un autre facteur consiste dans l'agitation antiétrangère et le boycottage auxquels a recours la Chine dans la poursuite de ses buts nationaux, pratiques qui sont une menace pour la paix et portent la plus grave atteinte à la bonne entente entre les peuples, dont la paix dépend. Enfin, le Gouvernement japonais voit avec satisfaction mentionner les résolutions du Conseil en date du 30 septembre et du 10 décembre. Dès le début, le Japon a suivi avec bonne volonté la procédure engagée devant le Conseil. Il a souligné l'esprit de conciliation dont il a fait preuve pendant de longues années à l'égard des provocations sans nombre de la Chine. En vertu de l'article 11, il a proposé l'envoi en Extrême-Orient d'une Commission d'études. Cette procédure est encore en cours et c'est en considération de ce fait que, les 29 et 30 janvier, le délégué du Japon a soulevé devant le Conseil des objections à l'application de l'article 15. C'est donc sous certaines réserves que le Japon a pris part à l'Assemblée. Dans ces conditions, la délégation japonaise s'abstiendra dans le vote sur le projet de résolution, pour ne pas s'opposer à l'adoption de cette résolution.

En terminant, M. Sato tient à dire combien la délégation japonaise apprécie les efforts faits par tous ses collègues et par le Secrétariat depuis le début de l'Assemblée; elle remercie également le Bureau et le Comité de rédaction dont la tâche a été si délicate et si importante.

*Le projet de résolution est adopté à mains levées.*

### III. QUATRIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

*Tenue au Bâtiment des Commissions, le vendredi 11 mars 1932, à 17 heures 50.*

#### APPEL DU GOUVERNEMENT CHINOIS EN VERTU DE L'ARTICLE 15 DU PACTE: PROJET DE RÉSOLUTION.

Le PRÉSIDENT, après avoir donné lecture du projet de résolution, tel qu'il a été adopté par la Commission générale avec divers amendements (voir ci-dessus), met ce texte aux voix.

Le vote a lieu par appel nominal.

*Les délégations de quarante-quatre pays votent en faveur de la résolution.*

*Les délégations de deux pays (la Chine et le Japon) s'abstiennent.*

Le PRÉSIDENT, au sujet de l'abstention de la Chine et du Japon, dit qu'il y a lieu d'appliquer le paragraphe 5 de l'article 19 du Règlement intérieur de l'Assemblée, ainsi conçu:

« Dans toutes les votations visées au présent article, les représentants qui s'abstiennent sont considérés comme non présents ».

Dans ces conditions, il déclare la résolution adoptée à l'unanimité.

M. YEN (Chine) dit que ce n'est pas sans un grand regret que, faute d'avoir encore reçu des instructions précises de son gouvernement, il a dû s'abstenir. Il donne l'assurance que cette abstention ne doit pas être considérée comme indiquant une opposition à la résolution, dont il n'a pas voulu, en demandant un ajournement, retarder l'adoption, pour les raisons dites le matin par le Président. Dès qu'il aura la réponse de son gouvernement, il ne manquera pas d'en informer l'Assemblée.

Il remercie le Président et tous les membres de l'Assemblée pour l'attitude extrêmement juste et sympathique qu'ils ont adoptée en traitant des événements tragiques survenus dans son pays.

respect for treaties to which it attached the highest importance. One of the principle elements in the present situation in the Far East was the systematic infringement of legitimate rights and interests guaranteed by treaties and the policy of a unilateral denunciation of treaties followed by China. Another element consisted in the anti-foreign agitation and boycott to which China had resorted in the pursuit of her national aims. These were practices which were a menace to peace and gravely prejudiced the good understanding between nations on which peace depended.

Finally the Japanese Government was glad to note that mention was made of the resolutions of the Council of September 30th and December 10th, 1931. Japan had from the outset respected in all goodwill the procedure followed before the Council. She had emphasised the spirit of conciliation of which she had given proof for long years in face of numberless provocations from China. Japan had proposed under Article 11 the despatch to the Far East of a Commission of Enquiry. That procedure was still in progress and it was in consideration of that fact that the delegate of Japan had, on the 29th and 30th of January, raised objections before the Council to the application of Article 15. Japan had accordingly participated in the work of the Assembly subject to certain reservations. The Japanese delegation would in those circumstances abstain from voting on the draft resolution in order that she might not oppose its adoption.

In conclusion, M. Sato said how greatly he had appreciated the efforts made by all his colleagues and by the Secretariat since the beginning of the Assembly. He also thanked the Bureau and the Drafting Committee whose task had been so delicate and of such importance.

*The draft resolution was adopted by a show of hands.*

### III. FOURTH PLENARY MEETING.

*Held in the Committee Building on Friday, March 11th, 1932, at 5.50 p.m.*

#### APPEAL OF THE CHINESE GOVERNMENT UNDER ARTICLE 15 OF THE COVENANT: DRAFT RESOLUTION.

The PRESIDENT after having read the draft resolution in the terms adopted by the General Commission with the various amendments adopted (see text above) put the resolution to the vote.

A vote by roll-call took place.

*The delegations of 44 countries voted in favour of the resolution.*

*The delegations of two countries, China and Japan, abstained.*

The PRESIDENT said that in regard to the abstention of China and Japan it would be proper to apply paragraph 5 of Article 19 of the Assembly's rules of procedure which was to the following effect:

“ For the purposes of this rule, representatives of States which abstain from voting shall be considered as not present. ”

In those circumstances he declared the resolution to be unanimously adopted.

M. YEN (China) said that it was with no little regret that he had had to abstain from voting owing to the fact that he had not yet received definite instructions from his Government. He assured the Assembly that this abstention should not be taken as a sign that he was opposed to the resolution. For the reasons set forth that morning by the President, he had not wished by asking for an adjournment to postpone its adoption. As soon as his Government's reply was in his hands he would immediately communicate it to the Assembly.

He thanked the President and all the members of the Assembly for the extremely just and sympathetic attitude which they had adopted in dealing with the tragic events which had occurred in his country.



CONSTITUTION DU COMITÉ DE DIX-NEUF MEMBRES PRÉVU  
DANS LE CHAPITRE III DE LA RÉOLUTION.

Le PRÉSIDENT invite l'Assemblée à procéder à la constitution du comité de dix-neuf membres prévu au chapitre III de la résolution. Il explique que, pour le vote qui va avoir lieu, comme il s'agit d'une élection d'Etats, il lui paraît sage de faire application des dispositions de l'article 22 du Règlement de l'Assemblée relatives à l'élection des Membres non permanents du Conseil et dont il donne lecture.

Le vote a lieu au scrutin secret, par appel nominal.

Nombre de votants . . . . .	46
Majorité absolue . . . . .	24

Ont obtenu:

	Voix
Suisse . . . . .	38
Tchécoslovaquie . . . . .	35
Colombie . . . . .	31
Portugal . . . . .	26
Hongrie . . . . .	24
Suède . . . . .	24

Ont en outre obtenu:

Pays-Bas . . . . .	23
Union Sud-Africaine . . . . .	22
Finlande . . . . .	21
Grèce . . . . .	14
Perse . . . . .	5
Mexique . . . . .	4
Lettonie, Roumanie, Inde . . . . .	2
Australie, Siam, Lithuanie, Norvège . . . . .	1

Le PRÉSIDENT déclare que, étant donné le vote qui vient d'avoir lieu, le Comité prévu par la résolution qui a été adoptée, est composé du Président de l'Assemblée, des Membres du Conseil autres que les parties au différend et des six Etats suivants: Suisse, Tchécoslovaquie, Colombie, Portugal, Hongrie et Suède.

Il ajoute que, dans la tâche difficile, et qui est tout d'abord une tâche de conciliation et d'apaisement, dont ce comité devra s'acquitter, il fait appel au concours des deux grands Etats en cause, dont l'entente consoliderait l'Orient. C'est l'idée de la paix et du respect du droit qui est à la base de la Société et que l'Assemblée vient d'affirmer unanimement dans sa résolution. Il adjure les deux gouvernements en cause de faire tout l'effort nécessaire pour répondre aux espérances de l'Assemblée et du monde.

Il ajourne l'Assemblée jusqu'à convocation ultérieure et il convoquera le Comité de dix-neuf Membres dans les premiers jours de la semaine prochaine.

IV. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS  
INTERNATIONAUX.

Son Excellence Cemal Hüsnü bey, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Turquie près le Conseil fédéral suisse a déposé au Secrétariat, le 10 mars 1932, l'instrument de ratification par Son Excellence le Président de la République turque sur la Convention et Statuts établissant une Union internationale de Secours, signée à Genève le 12 juillet 1927.

CONVENTION POUR LA RÉGLEMENTATION DE LA CHASSE  
A LA BALEINE, CONCLUE A GENÈVE LE 24 SEPTEMBRE 1931.

(Cette convention, en vertu de son article 14, pourra être signée jusqu'au 31 mars 1932 au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non Membre.)

M. P. Hymans, ministre des Affaires étrangères de Belgique, a signé, au nom de son Gouvernement, le 11 mars 1932, la Convention susmentionnée.

CONSTITUTION OF A COMMISSION OF NINETEEN MEMBERS  
AS LAID DOWN IN PART III OF THE RESOLUTION.

The PRESIDENT called upon the Assembly to proceed to the constitution of the Committee of 19 Members provided for in Part III of the Resolution. Since States were to be elected he thought that for the purposes of the vote it would be advisable to apply the provisions of Article 22 of the Assembly's rules of procedure which governed the election of the non-permanent members of the Council. These rules he read.

A secret ballot by roll-call was taken.

Number voting . . . . .	46
Absolute majority . . . . .	24

	Votes.
Switzerland obtained . . . . .	38
Czechoslovakia „ . . . . .	35
Colombia „ . . . . .	31
Portugal „ . . . . .	26
Hungary „ . . . . .	24
Sweden „ . . . . .	24

The following States also obtained:

Netherlands . . . . .	23
Union of South Africa . . . . .	22
Finland . . . . .	21
Greece . . . . .	14
Persia . . . . .	5
Mexico . . . . .	4
Latvia, Roumania, India . . . . .	2
Australia, Siam, Lithuania, Norway . . . . .	1

The PRESIDENT said that as a result of the vote the Committee provided in the resolution which had been adopted was composed of the President of the Assembly, the Members of the Council other than the parties to the dispute and the six following States: Switzerland, Czechoslovakia, Colombia, Portugal, Hungary and Sweden.

In its difficult task which consisted in the first place in bringing the influence of conciliation and peaceful settlement to bear, the Committee would appeal to the two great States, Parties to the dispute, for an understanding between them would consolidate peace in the East. The League was founded entirely on peace and respect for law. This the Assembly had unanimously affirmed in its resolution. He urged the two Governments in dispute to make every effort to fulfil the hopes of the Assembly and of the world.

He adjourned the Assembly until it should be convened again at a future date and he would convene the Committee of Nineteen at the beginning of next week.

IV. SIGNATURES AND RATIFICATIONS  
OF INTERNATIONAL AGREEMENTS.

His Excellency Cemal Hüsnü Bey, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Turkey to the Swiss Federal Council, deposited with the Secretariat on March 10th, 1932, the instrument of ratification by His Excellency the President of the Turkish Republic of the Convention and Statute establishing an International Relief Union, signed at Geneva, July 12th, 1927.

CONVENTION FOR THE REGULATION OF WHALING,  
CONCLUDED AT GENEVA, SEPTEMBER 24TH, 1931.

(This Convention can, in virtue of its Article 14, be signed until March 31st, 1932, on behalf of all the Members of the League of Nations and non-Member States.)

His Excellency M. P. Hymans, Minister for Foreign Affairs of Belgium, signed, on behalf of his Government, on March 11th, 1932, the above-mentioned Convention.



V. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS  
A L'ASSEMBLÉE.

*Journal de la Conférence (et l'Assemblée), N° 34.*

Compte rendu sténographique de la sixième séance de la Commission générale de l'Assemblée.

- |                      |   |   |
|----------------------|---|---|
| A(Extr.)29.1932.VII. | { | Appel du Gouvernement chinois: Communication de la délégation chinoise.                               |
| A(Extr.)30.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)31.1932.VII. | { | Do: Communication de la délégation japonaise.   |
| A(Extr.)32.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)33.1932.VII. |   | Do: Télégramme du ministre de Sa Majesté Britannique en Chine.  |
| A(Extr.)34.1932.VII. | { | Do: Communication de la délégation chinoise.  |
| A(Extr.)35.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)36.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)37.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)38.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)39.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)40.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)41.1932.VII. |   | Do: Situation dans la région de Chang-Haï: Communication de la délégation néerlandaise.               |
| A(Extr.)42.1932.VII. | { | Do: Communication de la délégation chinoise.  |
| A(Extr.)43.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)44.1932.VII. |   | Do: Situation dans la région de Chang-Haï: Télégramme du ministre de Sa Majesté Britannique en Chine. |
| A(Extr.)45.1932.VII. | { | Do: Communication de la délégation chinoise.  |
| A(Extr.)46.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)C.G./I.(I).  |   | Projet de résolution amendé par la Commission générale en sa séance du 11 mars (matin).               |

V. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE  
ASSEMBLY.

*Journal of the Conference (and Assembly), No. 34.*

Verbatim Report of the sixth meeting of the General Commission of the Assembly.

- |                      |   |   |
|----------------------|---|---|
| A(Extr.)29.1932.VII. | { | Appeal from the Chinese Government: Communication from the Chinese delegation.                      |
| A(Extr.)30.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)31.1932.VII. | { | Ditto: Communication from the Japanese delegation.  |
| A(Extr.)32.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)33.1932.VII. |   | Ditto: Telegram from His Britannic Majesty's Minister in China.                                     |
| A(Extr.)34.1932.VII. | { | Ditto: Communication from the Chinese delegation.   |
| A(Extr.)35.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)36.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)37.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)38.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)39.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)40.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)41.1932.VII. |   | Ditto: Situation in the Shanghai district: Communication from the Netherlands delegation.           |
| A(Extr.)42.1932.VII. | { | Ditto: Communication from the Chinese delegation.   |
| A(Extr.)43.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)44.1932.VII. |   | Ditto: Situation in the Shanghai district: Telegram from His Britannic Majesty's Minister in China. |
| A(Extr.)45.1932.VII. | { | Ditto: Communication from the Chinese delegation.   |
| A(Extr.)46.1932.VII. |   |   |
| A(Extr.)C.G./I (I).  |   | Draft Resolution amended by the General Committee at a meeting held on March 11th (morning).        |



PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ  
DES NATIONS

---

Annuaire statistique du  
Commerce des Armes et Munitions

Septième année. 1931  
(Sér. P. S. d.N.1931.IX.4)

438 pages

Prix: Fr. suisses 20.—

Une nouvelle édition de l'Annuaire sera  
prête au mois de mai 1932.

Documents  
de la Commission préparatoire  
de la Conférence du Désarmement,  
chargée de la préparation  
de la Conférence pour la Réduction  
et la Limitation des Armements

Onze séries publiées à des prix variant de  
Fr. 2.50 à Fr. 25.—

Trêve des Armements

(Sér. P. S.d.N.1931.IX.40)

20 pages

Prix: Fr. suisse 1.—

Catalogue complet envoyé sur demande.

SOCIÉTÉ DES NATIONS  
SERVICE DES PUBLICATIONS,  
GENÈVE

Les publications de la Société des Nations sont en  
vente, à Genève, aux adresses suivantes:

Au bureau de vente, Secrétariat, annexe Pâquis  
(rue des Pâquis, 59, chambre 526);

Chez Payot & Cie, rue du Marché, 40.

En outre, pendant les séances plénières:

Au stand installé à l'entrée publique de la salle du  
Conseil général.

Et pendant les séances des Commissions:

Au stand installé dans le hall du public, au bâtiment  
des Commissions (Quai Wilson).

PUBLICATIONS OF THE LEAGUE  
OF NATIONS

---

Statistical Year-Book of the  
Trade in Arms and Ammunition

Seventh year. 1931  
(Ser. L.o.N. P.1931.IX.4)

438 pages

Price: 20 Swiss francs

A new edition of the Year-Book will be  
published in May 1932.

Documents  
of the Preparatory Commission  
for the Disarmament Conference  
entrusted with the Preparation  
for the Conference for the Reduction  
and Limitation of Armaments

Eleven series published at prices varying from  
2.50 to 25 Swiss francs

Armaments Truce

(Ser. L.o.N. P.1931.IX.40)

20 pages

Price: 1 Swiss franc

Complete Catalogue sent free on application.

LEAGUE OF NATIONS  
PUBLICATIONS DEPARTMENT,  
GENEVA

The publications of the League of Nations are on sale  
in Geneva at the following addresses:

At the sales office in the Pâquis annex to the  
Secretariat (rue des Pâquis, 59, Room 526);

At Messrs. Payot et Cie., rue du Marché, 40.

Also, during the plenary meetings:

At the stand at the public entrance of the Salle du  
Conseil Général.

And during the meetings of the Commissions:

At the stand in the public hall of the Committee  
Building (Quai Wilson).



## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

#### JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît mensuellement depuis janvier 1922, en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Abonnement annuel (12 numéros et index) . . . 75 francs

#### RÉSUMÉ MENSUEL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Ce répertoire des différentes formes de l'activité de la Société des Nations est publié en six langues: anglais, français, allemand, italien, espagnol et tchèque, pour un public de 20.000 lecteurs. Il contient un compte rendu des assemblées et de l'œuvre des organisations de la Société; il publie, en outre, les principaux documents officiels ayant trait au désarmement, à la reconstitution économique et financière, etc.

Abonnement annuel (12 numéros) . . . . . 5 francs

#### BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

Recueil d'indices de la situation économique des principaux pays du monde; s'adresse aux banquiers, hommes d'affaires et hommes politiques qui désirent se tenir au courant des mouvements économiques; donne la production du charbon, du fer et de l'acier; le commerce extérieur; les mouvements des prix, et du coût de la vie; le chômage; les réserves d'or et la circulation des billets, les taux des changes et de l'escompte, etc., d'après des informations officielles fournies spécialement chaque mois à cet effet. Les renseignements publiés se rapportent à plus de cinquante pays.

Abonnement annuel (12 numéros) . . . . . 20 francs

#### RAPPORT ÉPIDÉMIOLOGIQUE MENSUEL

Le Service de renseignements épidémiologiques et de statistiques d'hygiène publique de la Section d'hygiène du Secrétariat de la Société des Nations reçoit d'un grand nombre de pays des rapports périodiques officiels sur les maladies dont la déclaration est obligatoire. En vue de leur échange, ces renseignements, nécessaires aux épidémiologues des différents pays, sont groupés au fur et à mesure de leur réception et publiés mensuellement dans le *Rapport épidémiologique mensuel*.

Abonnement annuel (12 numéros) . . . . . 20 francs

#### BULLETIN TRIMESTRIEL DE RENSEIGNEMENTS SUR L'ŒUVRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Il existe plus de 400 organisations internationales qui ont été constituées, soit par des conventions générales conclues entre gouvernements, soit à la suite d'initiatives privées. Le *Bulletin trimestriel* a pour objet de donner un résumé des débats qui ont eu lieu aux réunions de ces organisations internationales, ainsi qu'un compte rendu de leurs congrès ou conférences périodiques. Les résolutions les plus importantes adoptées par ces congrès sont reproduites *in extenso*; en outre, le *Bulletin* indique la date et le lieu des réunions ultérieures.

Abonnement annuel (4 numéros) . . . . . 5 francs

#### RECUEIL DES TRAITÉS

et des

#### ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX ENREGISTRÉS PAR LE SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Aux termes de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, « tout traité ou engagement international conclu à l'avenir par un Membre de la Société des Nations devra être immédiatement enregistré par le Secrétariat et publié par lui aussitôt que possible; aucun de ces traités ou engagements internationaux ne sera obligatoire avant d'avoir été enregistré ». La publication du *Recueil des Traités* répond à cette disposition du Pacte.

Prix d'abonnement à 12 volumes de 400 à 500 pages  
chacun . . . . . 150 francs

Tous les prix s'entendent en argent suisse.

Un catalogue complet des publications de la Société des Nations sera envoyé gratuitement sur demande.

Service des Publications de la Société des Nations  
GENÈVE

## PERIODICALS OF THE LEAGUE OF NATIONS

#### OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published monthly (since January, 1922) in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Yearly subscription (12 numbers and index) . . £3 \$15.00

#### MONTHLY SUMMARY OF THE LEAGUE OF NATIONS

A bird's-eye view, clear and concise, of the work of the League of Nations during the month preceding publication. The *Monthly Summary* is issued in six languages—English, French, German, Italian, Spanish and Czech—to a public of 20,000 readers. It contains a record of all League meetings and activities, and publishes, in addition, the principal official documents on Disarmament, Economic and Financial Reconstruction, etc.

Yearly subscription (12 numbers) . . . . . 8/- \$2.00

#### MONTHLY BULLETIN OF STATISTICS

A synopsis of the economic position of all important countries in the world in a convenient and concise form; indispensable to all bankers, business-men and politicians who wish to keep abreast of world movements; showing coal, pig-iron and steel production; foreign trade; price movements, cost of living; unemployment; gold reserves and note circulation, exchange and discount rates, etc., according to official information, specially supplied each month. Data apply to over 50 countries, Published on the Thursday nearest to the 15th of each month.

Yearly subscription (12 numbers) . . . . . 18/- \$4.50

#### MONTHLY EPIDEMIOLOGICAL REPORT

The Service of Epidemiological Intelligence and Public Health Statistics, Health Section of the Secretariat of the League of Nations, receives current official reports on the prevalence of notifiable diseases from nearly all countries where such information is available. The information at present being regularly received and published in this periodical relates to 68 per cent of the world's population.

Yearly subscription (12 numbers) . . . . . 18/- \$4.50

#### QUARTERLY BULLETIN OF INFORMATION ON THE WORK OF INTERNATIONAL ORGANISATIONS

There are in existence over 400 international bodies formed by a general convention concluded between Governments or by private initiative. The *Quarterly Bulletin* aims at giving a summary of the proceedings at the meetings of those international organisations and of their periodical congresses or conferences. The more important resolutions adopted are reproduced *in extenso* and the dates and places of future meetings are recorded.

Yearly subscription (4 numbers) . . . . . 5/- \$1.00

#### TREATY SERIES: PUBLICATION OF TREATIES AND INTERNATIONAL ENGAGEMENTS REGISTERED BY THE SECRETARIAT OF THE LEAGUE OF NATIONS

Under the terms of Article 18 of the Covenant of the League of Nations: "Every treaty or international engagement entered into hereafter by any Member of the League shall be forthwith registered with the Secretariat and shall as soon as possible be published by it. No such treaty or international engagement shall be binding until so registered". The publication of the *Treaty Series* fulfils this condition of the Covenant.

Subscription rate for 12 volumes from 400 to  
500 pages each . . . . . £6 \$30.00

A complete Catalogue of League of Nations publications sent free on application to:

Publications Department of the League of Nations  
GENEVA



**PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ  
DES NATIONS**

---

**CONFÉRENCE  
pour la RÉDUCTION et la  
LIMITATION des ARMEMENTS**

**JOURNAL DE LA CONFÉRENCE**

Le *Journal quotidien de la Conférence* est publié chaque matin, en vue de fournir régulièrement aux délégués, aux journalistes et aux visiteurs le programme quotidien et le compte rendu résumé des réunions. Les exemplaires seront remis aux abonnés, à leur adresse privée, lorsque ce sera possible, ou expédiés par par la poste.

Prix d'abonnement mensuel: Fr. suisses 7.50,  
frais d'envoi compris.

---

**COMPTE RENDU  
DE LA CONFÉRENCE**

Le *Compte rendu définitif*, contenant un texte soigneusement révisé des discours et de leur traduction, sera distribué dans un délai d'une huitaine de jours.

Prix d'abonnement mensuel: Fr. suisses 7.50,  
frais d'envoi compris.

---

**LISTE DES DÉLÉGUÉS  
A LA CONFÉRENCE**

Prix: Fr. suisses 2.—

---

**GUIDE OFFICIEL**

Prix: Fr. suisse 1.—

---

**RÈGLEMENT INTÉRIEUR**

Prix: Fr. suisse -.50

---

Catalogue complet envoyé sur demande.

**SOCIÉTÉ DES NATIONS  
SERVICE DES PUBLICATIONS,  
GENÈVE**

Les publications de la Société des Nations sont en vente, à Genève, aux adresses suivantes:

Au bureau de vente, Secrétariat, annexe Pâquis  
(rue des Pâquis, 59, chambre 526);  
Chez Payot & Cie, rue du Marché, 40.

En outre, pendant les séances plénières:  
Au stand installé à l'entrée publique de la salle du  
Conseil général.

Et pendant les séances des Commissions:  
Au stand installé dans le hall du public, au bâtiment  
des Commissions (Quai Wilson).

**PUBLICATIONS OF THE LEAGUE  
OF NATIONS**

---

**CONFERENCE  
for the REDUCTION and  
LIMITATION of ARMAMENTS**

**JOURNAL OF THE CONFERENCE**

In order to provide delegates, journalists and visitors with a regular daily programme and *résumé* of the meetings, the *Daily Journal of the Conference* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses, where possible, or sent by post.

Monthly subscription rate: 7.50 Swiss francs,  
post free.

---

**VERBATIM RECORD  
OF THE CONFERENCE**

The *Official Record*, containing a carefully revised text of the speeches and translations, will be distributed to delegations within a week.

Monthly subscription rate: 7.50 Swiss francs,  
post free.

---

**LIST OF DELEGATES  
AT THE CONFERENCE**

Price: 2 Swiss francs.

---

**OFFICIAL GUIDE**

Price: 1 Swiss franc.

---

**RULES OF PROCEDURE**

Price: -.50 Swiss franc.

---

Complete Catalogue sent free on application.

**LEAGUE OF NATIONS  
PUBLICATIONS DEPARTMENT,  
GENEVA**

The publications of the League of Nations are on sale in Geneva at the following addresses:

At the sales office in the Pâquis annex to the  
Secretariat (rue des Pâquis, 59, Room 526);  
At Messrs. Payot et Cie., rue du Marché, 40.

Also, during the plenary meetings:  
At the stand at the public entrance of the Salle du  
Conseil Général.

And during the meetings of the Commissions:  
At the stand in the public hall of the Committee  
Building (Quai Wilson).